

**MARCHE DE PARTENARIAT PORTANT SUR
LE CENTRE POMPIDOU FRANCILIEN –
FABRIQUE DE L'ART - PÔLE DE
CONSERVATION ET DE CREATION :
FINANCEMENT PARTIEL, CONCEPTION,
CONSTRUCTION, EXPLOITATION ET
MAINTENANCE D'UN BATIMENT POUR LA
GESTION ET LA CONSERVATION DES
COLLECTIONS DU CENTRE POMPIDOU**

PROCEDURE DE DIALOGUE COMPETITIF

- DEMANDE DE REMISE DES PROPOSITIONS INITIALES -

REGLEMENT DE LA CONSULTATION ET DU DIALOGUE

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.	PHASE DE CANDIDATURES.....	5
3.	LE DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.	ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	7
5.	PRESENTATION ET REMISE DES PROPOSITIONS	14
6.	VARIANTES	16
7.	MODALITES DE GARANTIES	16
8.	FORME JURIDIQUE DU FUTUR TITULAIRE DU MARCHE DE PARTENARIAT	17
9.	CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE	17
10.	INFORMATION SUR LA DESIGNATION D'UN CANDIDAT PRESSENTI ET LA PHASE DE MISE AU POINT	18
12.	CALENDRIER PREVISIONNEL.....	19
13.	INTANGIBILITE DES GROUPEMENTS CANDIDATS	19
14.	PRIMES / INDEMNISATION DES CANDIDATS NON RETENUS	20
16.	ASSURANCE ET FRAIS	20
17.	DROIT D'EXPOSITION - PROPRIETE INTELLECTUELLE	21
18.	APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	21
	ANNEXE	22

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Le projet

Le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (le « **Centre Pompidou** ») est un établissement public administratif placé sous la tutelle du ministre de la Culture.

Il réunit, en un lieu unique, un musée possédant l'une des deux premières collections d'art moderne et contemporain au monde, une bibliothèque de recherche sur l'art des XXe et XXIe siècles (Bibliothèque Kandinsky), des salles de cinéma et de spectacles ainsi que des espaces d'activités éducatives. Il est associé à deux autres organismes : la bibliothèque publique d'information (Bpi) et l'institut de recherche et coordination acoustique/musique (Ircam).

Il a reçu en 2018 près de 3,5 millions de visites (musée et expositions temporaires).

Rassemblant plus de 120 000 œuvres, la collection du Centre Pompidou constitue un ensemble de référence pour l'art des XXe et XXIe siècles. Des grands fonds historiques aux acquisitions les plus récentes, elle couvre les domaines des arts plastiques, du dessin, de la photographie, des nouveaux médias, du cinéma expérimental, de l'architecture, du design et de la prospective industrielle.

Cette collection s'accroît chaque année par le biais des nouvelles acquisitions.

Le Centre Pompidou constitue par ailleurs l'un des premiers prêteurs mondiaux (4 550 œuvres prêtées en 2018 pour plus de 15 000 mouvements d'œuvres), dans le cadre d'une politique volontariste de diffusion des œuvres en région comme à l'étranger.

L'ensemble des réserves de la collection du Centre Pompidou est actuellement conservé à Paris dans des locaux d'entrepôts saturés et ne répondant pas aux normes de conservation des œuvres d'art, dont l'établissement est locataire.

Afin d'être capable d'assurer dans de bonnes conditions scientifiques, techniques, logistiques et financières sa mission fondamentale de conservation et de diffusion des collections nationales à moyen terme, le Centre Pompidou a décidé d'entreprendre le déménagement complet de ses réserves, dans un bâtiment dimensionné et équipé spécifiquement pour accueillir sa collection et dont il aura la pleine propriété.

Le Projet vise ainsi la construction d'un bâtiment d'une surface utile d'environ 22 000 m² permettant, d'une part, la gestion et la conservation des collections du Centre Pompidou au sein de réserves adaptées, et, d'autre part, la gestion d'une surface de 2 500 m² destinés à développer un projet culturel ouvert au public. Au sein de ces 22 000 m², environ 1 000 m² de réserves seront bâtis pour être mis à disposition du Musée Picasso.

Sans compter les agents du Centre Pompidou qui viendront ponctuellement sur le site (aller-voir, recherches, études des collections...), environ 50 agents du Centre Pompidou devraient être présents en permanence dans le bâtiment. S'ajouteront à ces agents les prestataires présents sur le site (nettoyage, gardiennage...).

1.2 La consultation

La présente consultation a pour objet la passation par l'Etat, représenté par le ministère de la Culture, (l'« **Etat** ») d'un marché de partenariat (le « **Marché** » ou le « **Marché de Partenariat** ») portant sur :

- une partie du financement (le projet bénéficie de subventions d'investissement à hauteur de 42 millions d'euros),
- la conception,
- la construction,
- l'exploitation immobilière, l'entretien, la maintenance, les services et le gros-entretien renouvellement,

d'un bâtiment d'une surface utile d'environ 22 000 m² devant permettre, d'une part, la gestion et la conservation des collections du Centre Pompidou (dont une partie sera mise à disposition du Musée Picasso) au sein de réserves adaptées, et, d'autre part, la gestion par le Centre Pompidou d'un espace d'une surface d'environ 2 500 m² destinés à développer un projet culturel ouvert au public.

Il est précisé s'agissant du projet culturel que le titulaire devra réaliser un espace vide, avec les prestations suivantes :

- L'aménagement de la coque de l'espace, y compris les réseaux en attente et un sol permettant l'installation d'un plancher technique.
- La mise en œuvre des terminaux électriques.

Il devra ensuite réaliser le GER et l'entretien-maintenance des aménagements réalisés et des terminaux électriques.

Les limites de prestations confiées au titulaire sont indiquées dans le DCE et pourront évoluer pendant le dialogue dans les conditions indiquées au Programme.

Le titulaire devra s'assurer des articulations de cet espace avec l'espace destiné aux réserves, sa vitrine sur la ville, ses interfaces avec l'extérieur et l'intérieur du bâtiment.

Enfin, le projet devra intégrer un parc de stationnement avec au moins 62 places et, en sus, des places adaptées à l'accueil de bus scolaires. Le titulaire devra s'assurer de sa conformité aux exigences du plan local d'urbanisme.

Le Marché de Partenariat, objet de la présente consultation, est un contrat administratif régi par les dispositions du code de la commande publique (notamment ses articles L. 2200-1 et suivants et R. 2200-1 et suivants).

1.3 Le montage retenu pour la réalisation du projet

Il est rappelé que conformément aux règles applicables au Centre Pompidou, ce dernier ne peut conclure un marché de partenariat que par l'intermédiaire de l'Etat (article 2211-3 du code de la commande publique). Dans le cadre du présent projet, l'Etat et le Centre Pompidou se sont accordés pour que **le Centre Pompidou porte l'organisation, la conduite et gestion ainsi que la représentation de l'État dans le cadre de la procédure de passation du Marché de Partenariat**. Cette

convention a été signée en date du 23 novembre 2020. La procédure de passation du marché de partenariat sera ainsi conduite par le Centre Pompidou. Ce dernier sera assisté par un Comité de Projet composé à parité de représentants du Centre Pompidou et de l'Etat, d'une part, des collectivités locales d'autre part, auxquels pourront s'adjoindre des personnalités qualifiées. Ce Comité analysera les propositions et donnera son avis sur le classement des candidatures et des offres. Le Centre Pompidou, représentant l'Etat et à sa demande, désignera le candidat retenu à l'issue de la présente procédure.

L'Etat sera signataire du futur Marché de Partenariat, en présence du Centre Pompidou.

A compter de la signature du Marché de Partenariat, la totalité des droits et obligations attachés au Marché de Partenariat signé seront assumés par le seul Centre Pompidou.

Il convient, par ailleurs, de rappeler la présence dans le projet :

- Du Musée Picasso, qui se verra mettre à disposition par le Centre Pompidou, en contrepartie d'une contribution financière versée à ce dernier, une partie des réserves créées dans le cadre du Marché de Partenariat. Le titulaire du Marché de Partenariat n'aura aucune relation juridique directe avec le Musée Picasso.
- De collectivités territoriales et de groupements de collectivités territoriales intervenant en tant que financeurs publics du projet, à savoir :
 - o la Ville de Massy ;
 - o la Communauté d'agglomération Paris-Saclay ;
 - o le Département de l'Essonne ;
 - o la Région Île-de-France.

En tant que financeurs et partenaires du Centre Pompidou pour le projet, ces personnes publiques seront associées à la mise en œuvre du projet.

Enfin, le terrain d'assiette sera un terrain appartenant à l'Etat et mis à disposition du Centre Pompidou pour la réalisation du projet et, en conséquence, pour l'exécution du Marché de Partenariat.

2. PHASE DE CANDIDATURES

Il est précisé que le dialogue compétitif est précédé d'une phase de sélection des candidats admis à participer au dialogue compétitif.

Le déroulement, l'organisation, les conditions et les modalités de dépôt du dossier de candidature et, plus largement, de la phase de candidatures sont précisés dans l'avis d'appel public à la concurrence publié dans le cadre de la présente procédure.

Il est rappelé que seuls les candidats (au nombre de 3 ou 4, conformément aux termes de l'avis d'appel public à la concurrence) sélectionnés à l'issue de la phase de candidatures sont admis au dialogue compétitif et, en conséquence, à remettre une proposition initiale. Ces candidats recevront une invitation formelle à remettre leur proposition initiale établie conformément au dossier de la consultation des entreprises, le cas échéant ajusté.

Les candidats non sélectionnés pour le dialogue compétitif seront, en tout état de cause, informés par courrier.

3. LE DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation relatif aux propositions initiales

Le dossier de consultation relatif à la présente procédure et mis à la disposition des candidats dès la publication de l'avis d'appel public à concurrence comprend :

- l'avis d'appel public à la concurrence ;
- le document descriptif du projet ;
- le présent règlement de consultation et du dialogue ;
- un guide de rédaction des propositions initiales et ses annexes (cadres de réponses à compléter¹) ;
- un projet de Marché de Partenariat et ses annexes (les annexes sont à constituer ultérieurement) ;
- le programme de l'opération (le « **Programme** ») comprenant :
 - Un préambule intitulé « Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines et Paysagères »
 - Volume 1 : Programme fonctionnel
 - Volume 2 : Programme technique général ainsi que les fiches espaces (qui seront communiquées ultérieurement)
 - Volume 3 : Programme de performances environnementales et énergétiques
 - Volume 4 : Programme d'Entretien-Maintenance, de Services et de GER et ses annexes (PEMS)
 - Volume 5 : Programme d'assurances

[Important : il est indiqué aux candidats que dossier de la consultation sera ultérieurement complété (au Programme) avec une « annexe mobilier Musée Picasso » (15 février 2021, date indicative) et les « fiches espaces » (15 février 2021, date indicative), une modélisation des abords 3D au format IFC (en cours de dialogue)]

- à titre informatif, un cahier de site (qui pourra être complété ultérieurement).

3.2 Compléments et modifications au dossier de consultation

Au cours du dialogue et jusqu'à la remise des offres finales par les candidats, l'Etat se réserve le droit d'apporter des compléments et/ou modifications au dossier de consultation remis aux candidats, y compris au présent règlement de consultation,

¹ Il est indiqué que ces cadres évolueront au cours de la procédure, pour la remise des propositions intermédiaires et/ou des offres finales.

dans des conditions garantissant l'égalité des candidats et leur permettant de disposer d'un délai suffisant, avant la date limite fixée pour la remise de leurs propositions ou de leurs offres, pour prendre connaissance de ces compléments et/ou modifications et d'adapter, le cas échéant, leurs propositions ou leurs offres en conséquence.

En particulier, il est d'ores-et-déjà indiqué aux candidats que le Programme sera enrichi de fiches techniques spécifiques qui seront communiquées avec l'invitation à remettre une proposition initiale.

4. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

4.1 Rôles respectifs de l'Etat et du Centre Pompidou

Le Centre Pompidou relevant de la catégorie des organismes divers d'administration centrale (« ODAC »), il n'est pas autorisé à conclure un marché de partenariat.

Le Marché de partenariat sera en conséquence conclu par l'Etat, pour le compte du Centre Pompidou, en application de l'article L. 2211-3 du code de la commande publique.

A compter de la signature du Marché de partenariat, la totalité des droits et obligations attachés au Marché de partenariat sera assumée par le Centre Pompidou, qui sera le cocontractant public, conformément aux dispositions de l'article R. 2223-5 du code de la commande publique.

Il est toutefois précisé que la présente procédure et tous les échanges y afférents sont, dans ce contexte, menés par le Centre Pompidou sur le fondement d'un mandat conclu avec l'Etat, et sous validation des ministères de la Culture, de l'Action et des Comptes publics et de l'Economie et des Finances.

4.2 Fondement juridique

La procédure utilisée est la procédure de dialogue compétitif telle que décrite aux articles R. 2161-25 et suivants du code de la commande publique.

Cette procédure comporte les étapes suivantes :

- 1) Une étape de remise des propositions initiales par les candidats sélectionnés à l'issue de la phase de candidatures telle que rappelée à l'article 2 ci-dessus ;
- 2) Une étape de dialogue proprement dit au cours de laquelle l'Etat et/ou son représentant, le Centre Pompidou, dialoguera avec chacun des candidats sur leur propositions initiales, en vue d'identifier et de définir les moyens propres à satisfaire au mieux ses besoins.

Tous les aspects du Marché de Partenariat, sauf les exigences minimales mentionnées dans le Programme (et rappelées dans le guide de rédaction des propositions initiales), pourront être discutés avec les candidats.

Cette étape comprendra plusieurs séances de dialogue organisées selon des thématiques (aspects techniques d'une part, aspects financiers et juridiques d'autre part), organisées comme suit :

- une première série de séances de dialogue organisées selon des ateliers thématiques, à raison :

- d'une séance plénière (technique, juridique et financière), par candidat, relative à la présentation générale de la proposition initiale remise,
 - de plusieurs séances, par candidat, relatives au mémoire technique. Ces séances pourront être organisées par ateliers thématiques (architecturaux, performances, environnement, sécurité du site, valorisation,...)
 - d'une séance, par candidat, relative aux aspects juridiques et financiers ;
- les séances sur les aspects techniques pourront se dérouler sur deux (2) à (3) semaines consécutives.

A l'issue des séances de dialogue, un compte-rendu de dialogue sera adressé par courrier de l'Etat ou de son représentant, le Centre Pompidou, à chaque candidat, pour approbation. Le candidat pourra indiquer ses commentaires sur le compte-rendu et le signer ou accepter purement et simplement son contenu et le signer. Il le renvoie ensuite dans un délai de cinq (5) jours par courrier électronique à l'Etat via le Centre Pompidou. Les modalités de cet envoi seront précisées dans le courrier accompagnant le compte-rendu envoyé par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou. L'absence de réponse d'un candidat dans le délai de cinq (5) jours impartis vaudra acceptation pure et simple du contenu du compte-rendu établi par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou.

L'Etat (ou son représentant, le Centre Pompidou) se réserve la faculté d'organiser toute séance de dialogue supplémentaire ou tout tour de dialogue supplémentaire qu'il estimera nécessaire.

- 3) Le cas échéant, si les candidats sont invités à remettre une proposition intermédiaire, une seconde étape de dialogue proprement dit au cours de laquelle l'Etat et/ou son représentant, le Centre Pompidou, dialoguera avec chacun des candidats sur leur propositions intermédiaires, en vue de continuer à identifier et de définir les moyens propres à satisfaire au mieux ses besoins.

Tous les aspects du Marché de Partenariat pourront être discutés avec les candidats.

Cette étape comprendra plusieurs séances de dialogue organisées selon des thématiques (aspects techniques d'une part, aspects financiers et juridiques d'autre part), organisées comme suit :

- une première série de séances de dialogue organisées selon des ateliers thématiques, à raison :
 - d'une séance plénière (technique, juridique et financière), par candidat, relative à la présentation générale de la proposition intermédiaire remise,
 - de plusieurs séances, par candidat, relatives au mémoire technique. Ces séances pourront être organisées par ateliers thématiques (architecturaux, performances, environnement, sécurité du site, valorisation,...)

- d'une séance, par candidat, relative aux aspects juridiques et financiers ;
- les séances sur les aspects techniques pourront se dérouler sur deux (2) à (3) semaines consécutives.

A l'issue des séances de dialogue, un procès-verbal de dialogue sera adressé par courrier de l'Etat ou de son représentant, le Centre Pompidou, à chaque candidat, pour approbation. Le candidat pourra indiquer ses commentaires sur le procès-verbal et le signer ou accepter purement et simplement son contenu et le signer. Il le renvoie ensuite dans un délai de cinq (5) jours par courrier électronique à l'Etat via le Centre Pompidou. Les modalités de cet envoi seront précisées dans le courrier accompagnant le procès-verbal envoyé par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou. L'absence de réponse d'un candidat dans le délai de cinq (5) jours impartis vaudra acceptation pure et simple du contenu du procès-verbal établi par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou.

L'Etat (ou son représentant, le Centre Pompidou) se réserve la faculté d'organiser toute séance de dialogue supplémentaire ou tout tour de dialogue supplémentaire qu'il estimera nécessaire.

- 4) Une étape de remise des offres finales, sur la base de la ou des solutions présenté(e)s et/ou spécifié(e)s par les candidats au cours du dialogue et à l'issue de laquelle le Marché de Partenariat sera attribué.

Il est précisé que l'Etat se réserve le droit de demander aux candidats la remise de propositions intermédiaires, entre les propositions initiales et les offres finales, s'il l'estime nécessaire. Cette décision sera communiquée aux candidats par le Centre Pompidou.

Dans les conditions prévues par le code de la commande publique et dans le respect de la jurisprudence applicable, la procédure pourra être déclarée sans suite. Il en sera de même en cas de renonciation de l'Etat pour motif d'intérêt général. Cette décision sera communiquée aux candidats par le Centre Pompidou.

L'Etat se réserve, en tout état de cause, la possibilité de ne pas attribuer le Marché. Dans cette hypothèse. Cette décision sera communiquée aux candidats par le Centre Pompidou.

Aucun dédommagement autre que les primes prévues à l'article 14 du présent règlement de consultation ne sera accordé aux candidats dans ces hypothèses.

4.3 Objet du dialogue

Conformément aux articles R. 2161-24 et suivants du code de la commande publique, l'objet du dialogue compétitif est de permettre à l'Etat, sur la base du Programme qu'il a établi et au regard des propositions remises par les candidats durant le dialogue, de définir ou développer des solutions de nature à répondre aux besoins, de déterminer les moyens techniques et le montage juridique et financier les mieux à même de répondre à ses besoins.

Au cours du dialogue, l'Etat (et/ou le Centre Pompidou) pourra discuter, avec chaque candidat, de tous les aspects du Marché de Partenariat. Tous les documents du dossier de consultation envoyés aux candidats admis à participer au dialogue ont ainsi

vocation à être discutés, sauf les exigences minimales mentionnées dans le Programme (et rappelées dans le guide de rédaction des propositions initiales).

Feront plus particulièrement l'objet de propositions et de discussions :

- La proposition architecturale, urbaine et fonctionnelle ;
- La conception technique et sa valeur ;
- La proposition sur les engagements environnementaux ;
- La proposition sur les engagements de performance énergétique ;
- La proposition relative à l'exploitation immobilière, l'entretien, la maintenance, les services et le programme de GER ;
- La proposition relative au système d'information accessible par et/ou partagé avec le Centre Pompidou ;
- La proposition relative à la sécurisation du site (intégration dans la conception, moyens et en phase d'exploitation) ;
- Les conditions de vie et l'organisation du site pendant les travaux ;
- Le planning de l'ensemble du projet et le délai de mise à disposition du bâtiment ;
- Les interfaces avec des entités publiques tierces à toutes les phases du marché ;
- L'allocation des risques entre le titulaire du Marché de Partenariat et l'acheteur public ;
- Les recettes annexes envisagées par les candidats ;
- La structuration et le plan de financement et sa robustesse ;
- Les garanties de bonne exécution du Marché ;
- Les aspects contractuels du Marché et les compléments apportés par les candidats sur le projet de Marché ;
- Les propositions en matière d'insertion et de recours à la sous-traitance des PME et artisans.

4.4 Principes du dialogue

4.4.1 Egalité

Chaque candidat est entendu dans des conditions de stricte égalité. L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, ne peut donner à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres.

4.4.2 Confidentialité

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, veille au respect de la confidentialité des propositions et s'interdit de révéler aux autres candidats les informations contenues dans la proposition de l'un d'entre eux.

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, se réserve toutefois le droit de faire usage de tous les éléments qu'il jugerait utiles issus des propositions d'un ou de plusieurs candidat(s) et/ou de ses échanges écrits et oraux avec l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, en vue de la rédaction des compléments et modifications apportés au dossier initial de consultation.

Afin d'éviter tout risque de violation du secret des affaires, il sera demandé aux candidats d'identifier, le cas échéant, dans tous les documents écrits qu'ils remettent à l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, dans le cadre du dialogue, le ou les élément(s) qu'ils jugent devoir être couvert(s) par le secret des affaires, sans que cette indication ne préjuge en aucune manière de la position finalement retenue par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou.

Les candidats sont tenus à la plus stricte confidentialité quant aux renseignements, aux informations et/ou au contenu des documents qui leur auront été fournis par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, au cours de la procédure. Les candidats s'engagent ainsi :

- à ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente procédure ;
- à ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à d'autres fins que celles de remettre une proposition initiale, le cas échéant une proposition intermédiaire, puis une offre finale à l'Etat ou à son représentant, le Centre Pompidou, dans le cadre de la présente procédure.

4.5 Déroulement du dialogue

4.5.1 Visite du site et présentation du Programme aux candidats

Les candidats sélectionnés à l'issue de la phase de candidatures devront effectuer une visite du site de construction du bâtiment. Elle se tiendra après envoi des invitations à remettre les propositions initiales. A titre indicatif, il est envisagé qu'elle se tienne la semaine du 10 mai 2021.

La visite sera effectuée par chaque candidat sélectionné à des heures différentes et, le cas échéant, à des dates différentes (toutefois, les visites seront toutes conduites la même semaine).

La date, heure et modalités de réalisation de la visite (adresse, nombre maximum de personnes autorisées sur le site,...) seront précisées dans l'invitation à remettre une proposition initiale ou dans un courrier ultérieur.

Au cours de cette visite du site, l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, assurera une présentation du Programme auprès des candidats.

Les candidats devront confirmer (à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr leur participation soixante-douze (72) heures avant la visite et joindront à leur confirmation les informations suivantes :

- Nom, prénom et fonction de la (des) personne(s) effectuant la visite ;
- Entreprise et nom du candidat ;
- Habilitation à représenter l'entreprise (uniquement pour le représentant du candidat individuel ou du mandataire du groupement candidat).

Un récépissé de visite du site sera remis à tous les candidats ayant effectué une visite. Ce récépissé sera impérativement joint à la proposition initiale dans le cadre du mémoire technique.

Aucun compte-rendu de visite de site ou de présentation du Programme ne sera diffusé auprès des candidats. Les candidats qui, dans le cadre de la visite du site ou de la présentation du Programme aux candidats auraient des questions à formuler, devront le faire par écrit dans les conditions définies à l'article 13 du présent règlement de consultation. Les réponses apportées à ces questions seront diffusées à tous les candidats conformément à l'article 13.

4.5.2 Les différentes phases du dialogue

A la suite de la remise par les candidats de leur proposition initiale, la phase de dialogue s'ouvrira par une analyse de ces propositions initiales par l'Etat et/ou son représentant, le Centre Pompidou.

S'en suivra une première étape de questions/réponses écrites.

L'Etat se réserve la possibilité d'éliminer toute offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée. Une telle décision sera communiquée aux candidats par le Centre Pompidou.

Ces dispositions s'appliqueront également, le cas échéant, pour les offres intermédiaires.

4.5.3 Les séances de dialogue

Dans le cadre du dialogue, les candidats dont les propositions initiales auront été retenues, seront invités à participer à une ou plusieurs séance(s) de dialogue en présence de représentants de l'Etat et/ou son représentant, le Centre Pompidou, assistés de leurs conseils techniques, financiers et juridiques.

L'Etat et/ou son représentant, le Centre Pompidou, pourra en outre s'adjoindre pour les séances de dialogue des représentants d'autres entités publiques à vocation culturelle ou des représentants des personnes publiques membres du Comité de Projet.

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, se réserve le droit d'organiser des séances thématiques, sous forme d'ateliers, sur les thèmes suivants :

- Aspects techniques (caractéristiques du terrain d'assiette, définition et ajustement des surfaces du projet, la conception, la construction, l'entretien, la maintenance, y compris les aspects techniques des éventuelles recettes annexes, les performances environnementales et énergétiques) ;
- Aspects financiers et juridiques.

Les candidats seront reçus séparément.

Les séances de dialogue se dérouleront en langue française.

Les candidats seront convoqués, pour des durées strictement identiques, à la séance de dialogue par voie électronique, qui indiquera la date et le lieu de tenue de ladite séance. Cette lettre d'invitation à participer à une séance de dialogue mentionnera les différents points que l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, souhaitera aborder à l'occasion de cette séance.

Les séances de dialogue auront notamment pour objet de :

- permettre à chaque candidat de présenter sa proposition et de la clarifier et éventuellement d'identifier les évolutions au Programme proposées par les candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- faire part aux candidats de l'analyse de leur proposition et recueillir leurs réactions ou leurs propositions alternatives.

Ces dispositions s'appliqueront également, le cas échéant, pour les offres intermédiaires.

4.5.4 Les échanges écrits

Dans le cadre du dialogue, des échanges écrits (sous forme de courrier électronique à l'adresse mail suivante : achat@centrepompidou.fr et/ou téléchargement de documents sur la plateforme sécurisée de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr) pourront avoir lieu entre l'Etat ou, son représentant le Centre Pompidou, et les candidats.

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, pourra notamment, à la suite de la remise des propositions, adresser aux candidats, s'il l'estime nécessaire, une liste de questions destinées à leur permettre de clarifier et de préciser certains points.

Les candidats seront alors tenus de transmettre leurs réponses à l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, par courrier électronique dans le délai indiqué lors de l'envoi des questions.

Les candidats pourront, quant à eux, adresser des demandes à l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, dans les délais et selon les modalités prévues à l'article 15 du présent règlement de consultation.

4.5.5 Clôture du dialogue et remise des offres finales

Lorsqu'il estimera que les discussions avec les candidats lui ont permis d'identifier la ou les solution(s) lui permettant de répondre à ses besoins, l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, mettra un terme au dialogue en informant les candidats qui ont participé à toutes les phases de la consultation.

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, invitera alors les candidats à remettre leur offre finale sur la base de la ou des solution(s) présentée(s) et spécifiée(s) au cours du dialogue, dans un délai qui ne sera pas inférieur à un (1) mois.

La lettre d'invitation à remettre une offre finale sera accompagnée d'un règlement de consultation spécifique à cette étape, qui précisera notamment les modalités de présentation et de remise de l'offre finale. Un projet de marché définitif, établi sur la base des échanges qui auront eu lieu pendant le dialogue, sera également remis par l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, aux candidats invités à remettre une offre finale.

L'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, pourra demander des précisions, clarifications, perfectionnement ou des compléments concernant les offres finales déposées par les candidats, étant entendu que ces demandes ne pourront avoir pour effet de modifier les éléments essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation conformément à l'article R. 2161-29 du code de la commande publique.

Sur la base des critères d'attribution énoncés à l'article 9 du présent règlement de consultation, l'Etat attribuera le Marché de Partenariat au candidat qu'il jugera avoir remis l'offre finale économiquement la plus avantageuse.

4.5.6 Les candidats éliminés

L'Etat, s'il décide de rejeter une proposition ou une offre, notifie au(x) candidat(s) concerné(s) le rejet de sa proposition ou de son offre en lui indiquant les motifs de ce rejet. Cette décision peut être communiquée par le Centre Pompidou.

Après la remise des offres finales, l'Etat précisera aux candidats dont l'offre a été rejetée, le cas échéant par l'intermédiaire du Centre Pompidou, en outre le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Il mentionnera également la date à compter de laquelle il est susceptible de signer le Marché de Partenariat.

Si l'Etat doit communiquer les caractéristiques et les avantages de l'offre retenue, cette communication pourra être effectuée par le Centre Pompidou.

Les candidats non attributaires du Marché et ayant remis une offre finale recevable pourront prétendre à une prime, dans les conditions prévues à l'article 14 du présent règlement de consultation.

5. PRESENTATION ET REMISE DES PROPOSITIONS

5.1 Langue et unité monétaire

Les propositions des candidats ainsi que toute correspondance avec l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, doivent être rédigées exclusivement en langue française. Les réunions et auditions seront également conduites exclusivement en langue française.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

5.2 Contenu des propositions

Les propositions des candidats comprendront les chapitres suivants, lesquels devront impérativement être présentés selon les prescriptions fixées dans le document intitulé « **Guide de rédaction des propositions initiales** » :

- un mémoire de synthèse ;

- un mémoire technique et les cadres de réponse complétés ;
- un mémoire financier et les cadres de réponse complétés ;
- un mémoire juridique.

Un guide de rédaction spécifique précisera, en temps voulu, le contenu et la présentation des offres pour chaque phase du dialogue et pour les offres finales.

Il est rappelé que le Programme communiqué aux candidats est structuré sur la forme d'exigences performancielles et d'attentes.

Il est rappelé que trois niveaux d'exigences sont répertoriés dans le Programme et dans le cadre de réponses intitulé Cadre de réponse relatif aux engagements fonctionnels et techniques :

- Niveau 1 : Certaines performances sont qualifiées d'intangibles, imposant au candidat leur strict respect. Elles sont indispensables pour l'atteinte du résultat des nouvelles réserves du Centre Pompidou et le Centre Pompidou ne souhaite pas qu'elles soient remises en cause au cours du dialogue. Ces exigences seront opposables au titulaire du Marché.
- Niveau 2 : Ces exigences sont à respecter. Elles peuvent cependant faire l'objet d'amendements sur proposition des candidats. Tout écart devra être consigné et justifié dans un tableau des écarts, permettant à l'Etat et au Centre Pompidou de le valider ou de le refuser. Tout écart non consigné ou non validé ne pourra être pris en compte et c'est l'exigence du Programme qui sera considérée par défaut.
- Niveau 3 : Les attentes sont un niveau secondaire de performances attendues et précisent aux candidats des objectifs de performance à viser. Le niveau de réponse aux attentes et l'écart entre les solutions proposées et les attentes exprimées dans le Programme seront analysées en phase de dialogue et permettront notamment de juger de la qualité des propositions puis des offres techniques.

Il est spécifiquement et d'ores-et-déjà indiqué que les offres finales qui ne respecteraient pas les **performances de Niveau 1** tel que ci-dessus précisé (et rappelé dans le Guide de rédaction et dans le Programme) seront considérées comme **non conformes**.

5.3 Modalités de remise des propositions

5.3.1 Dépôt des propositions

Les propositions initiales seront impérativement transmises à l'Etat par voie électronique via le profil acheteur du représentant de l'Etat, le Centre Pompidou, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats seront libres de produire en version informatique à titre de copie de sauvegarde des documents sécurisés de type PDF mais, dans ce cas, ils devront également les produire dans une version « exploitable » de leur choix compatible avec le Pack Microsoft Office. Il est par ailleurs demandé aux candidats que les tableaux fournis comprennent l'ensemble des formules permettant de justifier les chiffres présentés.

Les documents officiels éventuellement fournis par les candidats (certificats, etc.), établis en langue étrangère, devront faire l'objet d'une traduction en langue française.

Les modalités techniques de transmission des plis ainsi que de la copie de sauvegarde sont définies en annexe au présent règlement.

5.3.2 Copies papier

Trois (3) « copies papier »² de la proposition seront impérativement remises à l'Etat ou à son représentant le Centre Pompidou sur place ou transmise par voie postale à l'adresse et aux horaires d'ouverture suivants :

Centre Pompidou

DJF

4 rue Brantôme 75003 Paris

Les copies papier de la proposition doivent être remises sous pli cacheté contenant l'ensemble des pièces exigées par l'acheteur, ainsi présenté :

[Coordonnées du candidat]
MARCHE DE PARTENARIAT CENTRE POMPIDOU FRANCILIEN
Copies papier de la proposition
NE PAS OUVRIR

Les copies papier de la proposition devront obéir aux contraintes indiquées dans le Guide de rédaction (format, grandeur des plans, etc.).

5.3.3 Dispositions applicables à la remise des propositions

Les propositions, dans **sa version électronique et les copies papier**, transmises après la date et l'heure limites indiquées à l'article 5.4 du présent règlement de consultation ne seront pas retenues.

Il est précisé que seule la proposition remise par voie électronique fait foi.

5.4 Date et heure limites de remise de la proposition initiale

La date limite de remise de la proposition initiale est fixée au 13 juillet 2021, à 12H00 heures (***il est précisé que cette date pourra être modifiée, le cas échéant***), délai de rigueur.

Cette date et cette heure limites s'appliquent tant à la remise de la proposition sous format électronique qu'à la remise des copies papier de la proposition.

6. VARIANTES

Le candidat n'est pas autorisé à présenter de variantes.

7. MODALITES DE GARANTIES

Les modalités de garanties demandées au futur titulaire du Marché de Partenariat seront discutées au cours du dialogue.

² Hors éventuelle copie de sauvegarde (voir à cet égard l'annexe ci-jointe).

8. FORME JURIDIQUE DU FUTUR TITULAIRE DU MARCHE DE PARTENARIAT

L'Etat pourra autoriser l'entreprise ou les membres du groupement attributaire à constituer, en tant qu'actionnaires, une société de projet qui sera le signataire du Marché de Partenariat à conclure.

La forme juridique, la capitalisation, l'actionnariat initial, les conditions de sa pérennité, de son ouverture de son évolution, d'une manière générale, les caractéristiques essentielles et les relations contractuelles avec ou entre ses partenaires (actionnaires, prêteurs, investisseurs etc.) seront présentés au pouvoir adjudicateur par les candidats sélectionnés dans leurs propositions et discutés pendant le dialogue compétitif.

Dans tous les cas, l'Etat se réserve la possibilité d'imposer une forme juridique à l'entreprise ou au groupement candidat, au plus tard au moment de la remise de l'offre finale.

Dans tous les cas, l'Etat se réserve la possibilité de contrôler, d'encadrer et d'agréer selon les modalités à préciser au cours du dialogue compétitif les changements dans la composition des détenteurs du capital social et des quasi-fonds propres de la société de projet ainsi que dans le contrôle direct ou indirect de la société de projet au sens des articles L. 233-1 et suivants du code commerce.

Les décisions prises par l'Etat dans ce cadre seront communiquées par le Centre Pompidou.

9. CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Le candidat choisi pour être titulaire du Marché sera celui ayant soumis l'offre finale économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Critères	Pondération
Coût global de l'offre	30%
Qualité globale de l'ouvrage et des équipements, décomposée comme suit :	32%
- Qualité architecturale et environnementale, et insertion dans le site	20%
- Pertinence de l'organisation fonctionnelle / flexibilité des espaces	12%
Qualité des choix techniques et des moyens, sur la durée du marché, pour la conservation des œuvres et la sécurisation du site (y compris sur les aspects environnementaux et climatiques)	15%
Performance de l'exploitation, entretien et maintenance (notamment sur les performances énergétiques), sur la durée du marché	10%
Robustesse du montage juridique, assurantiel et financier, incluant la répartition des risques entre les parties et les contrôles de la bonne exécution des missions du titulaire	10%
Part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises et/ou à des artisans	3%

10. INFORMATION SUR LA DESIGNATION D'UN CANDIDAT PRESSENTI ET LA PHASE DE MISE AU POINT

L'Etat désignera, le cas échéant via son représentant, le Centre Pompidou, un attributaire pressenti, qui sera le candidat dont l'offre finale apparaîtra, à cette date, comme l'offre finale économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution du Marché.

L'attributaire pressenti sera avisé par courrier recommandé avec accusé de réception.

L'Etat et son représentant, le Centre Pompidou, finaliseront avec l'attributaire pressenti l'ensemble de la documentation technique, juridique et financière relative au Marché.

L'attributaire pressenti devra remettre les documents et attestations administratives qui seront indiqués dans le dossier de demande des offres finales. S'il ne peut produire ces derniers documents et attestations dans le délai imparti, son offre finale sera rejetée, le candidat sera éliminé et le candidat classé immédiatement après lui sera désigné attributaire pressenti.

Les candidats sont informés que la désignation d'un attributaire pressenti ne donne, à ce dernier, aucun droit à la signature du Marché.

11. DIFFUSION / COMMUNICATION

Toute diffusion/communication dans le cadre de la procédure de dialogue est réputée faite aux candidats dès lors qu'elle a été faite au mandataire du groupement candidat.

12. CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier prévisionnel **strictement indicatif** de la consultation est le suivant :

	Dates prévisionnelles :
Lancement de la procédure (publication AAPC + DCE)	Décembre 2020
Envoi de l'invitation à remettre une proposition initiale aux candidats admis à participer au dialogue	Avril 2021
Date limite de remise des propositions initiales	Juillet 2021
Séances de dialogue	Septembre 2021
Envoi de l'invitation à remettre une proposition intermédiaire	Octobre 2021
Date limite de remise des propositions intermédiaires	Décembre 2021
Séances de dialogue	Janvier 2022
Envoi du dossier de consultation relatif aux offres finales	Février 2022
Remise des offres finales	Mars 2022
Désignation de l'attributaire pressenti	Mai 2022
Mise au point du marché	Juin – juillet 2022
Signature du marché	Août - septembre 2022

13. INTANGIBILITE DES GROUPEMENTS CANDIDATS

Les candidats peuvent se présenter sous la forme d'une entreprise unique ou d'un groupement d'entreprises avec un mandataire unique qui représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'Etat ou de son représentant, le Centre Pompidou, et coordonne les prestations des membres du groupement.

Une même entreprise ne peut être présente dans plusieurs candidatures que ce soit en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13, la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du Marché de Partenariat.

Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Etat, par courrier envoyé à son représentant, le Centre Pompidou, l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'Etat, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'Etat se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies. La décision prise par l'Etat sera communiquée par le Centre Pompidou.

14. PRIMES / INDEMNISATION DES CANDIDATS NON RETENUS

Les candidats non retenus, ayant participé à toutes les phases du dialogue et ayant remis une offre finale recevable répondant aux exigences du règlement de consultation et du guide de rédaction spécifiques aux offres finales et à leurs éventuels additifs percevront une prime égale à 300 000 euros hors taxe (HT) à l'exclusion de toute autre indemnité.

La prime sera versée à chaque candidat, sous réserve de la réception d'une demande de paiement adressée à l'Etat via le Centre Pompidou, trois (3) mois après la publication de l'avis d'attribution du Marché de Partenariat.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES – QUESTIONS

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour élaborer leur proposition initiale, les candidats doivent faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de remise des propositions initiales indiquée à l'article 5.4 du présent règlement, une demande écrite.

Ces demandes écrites doivent être adressées à l'Etat via son représentant, le Centre Pompidou, à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

En tout état de cause, l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces demandes si elles portent atteinte à l'un des principes régissant la procédure de passation du Marché de Partenariat ou si l'information ou les données demandées ne sont pas disponibles.

Les réponses apportées, le cas échéant, par l'Etat ou par son représentant, le Centre Pompidou, aux demandes écrites des candidats, sont adressées à leur auteur et, après avoir été rendues anonymes, à l'ensemble des candidats participant encore au dialogue, afin que tous soient destinataires des mêmes informations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article 4.4.1 du présent règlement de consultation.

Les candidats conservent toutefois la possibilité d'indiquer que, selon eux, une ou plusieurs des questions qu'ils posent et la ou les réponse(s) qui s'y attache(nt) sont protégées par le secret des affaires, sans que cette indication ne préjuge en rien la position finalement retenue par l'Etat ou par son représentant, le Centre Pompidou. Si l'Etat ou son représentant, le Centre Pompidou, estime que la ou les réponse(s) apportée(s) est ou sont susceptible(s) de porter atteinte au secret des affaires, il répondra uniquement au candidat ayant posé la question en cause.

Une réponse sera alors adressée en temps utile, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des propositions initiales.

16. ASSURANCE ET FRAIS

Les envois du candidat sont acheminés sous sa seule responsabilité.

Tous les frais, y compris les frais de transport et les frais de conseil, supportés par le candidat à l'occasion de la procédure sont exclusivement à sa charge.

17. DROIT D'EXPOSITION - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les projets remis par les candidats pourront faire l'objet, après la désignation de l'attributaire pressenti, d'expositions publiques réalisées sous le contrôle de l'Etat ou du Centre Pompidou.

A cette fin, les candidats autorisent l'Etat et le Centre Pompidou à communiquer à des tiers, à exposer et à reproduire librement, sur quelque support que ce soit, les esquisses, dessins et maquettes remis par les candidats dans le cadre de la présente consultation, sous réserve de la mention du nom des architectes qui les ont conçus.

18. APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

La remise par les candidats d'une proposition initiale selon les modalités prévues au présent règlement de consultation implique de leur part l'acceptation sans réserve ni condition des clauses de ce dernier.

Annexe au règlement de la consultation relative aux modalités de transmission électronique des plis

ARTICLE 1 – PROCEDURE DE DEPOT DES PLIS ELECTRONIQUE

Avertissement technique

En disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

L'attention des candidats est donc attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux : c'est en effet la date et l'heure de fin d'acheminement qui font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée. Les candidats sont donc invités à intégrer les marges de manœuvre nécessaires à leur processus de réponse et à tenir compte des délais d'acheminement.

L'Etat et/ou son représentant le Centre Pompidou ne peuvent être tenus pour responsables du délai d'acheminement d'un pli électronique.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à l'**article 5.3.1** ci-dessous est nul et non avenu.

Les candidats disposent, sur le Profil Acheteur PLACE, d'une aide pour les procédures électroniques qui exposent le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres.

L'entreprise devra préalablement contrôler tout fichier constitutif des propositions par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'Etat ou à son représentant le Centre Pompidou peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

ARTICLE 2 – MODALITES DE TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Il est possible d'envoyer une copie de sauvegarde sur support physique électronique.

Celle-ci devra être dans une enveloppe cachetée portant la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE : MARCHÉ DE PARTENARIAT PORTANT SUR LE CENTRE POMPIDOU FRANCILIEN – Fabrique de l'Art - pôle de conservation et de création** » et envoyé à l'Etat ou à son représentant le Centre Pompidou par voie postale à l'adresse ci-dessous ou remis sur place (même adresse) aux horaires d'ouverture suivants :

- envoi postal :

Centre Pompidou
DJF
4 rue Brantôme 75003 PARIS

- dépôt sur place contre récépissé en se présentant du lundi au vendredi sauf jours fériés, de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h.

La transmission des propositions par voie électronique et par voie papier ainsi qu'à titre de copie de sauvegarde, une sur support physique électronique faire parvenir cette copie doit

s'effectuer à la date et l'heure limites indiquées à l'article 5.4 du présent règlement de consultation.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Centre Pompidou ;
- lorsqu'une proposition a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'Etat ou son représentant le Centre Pompidou dans les délais de dépôt ou bien n'a pas pu être ouverte. L'Etat procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue à la date et l'heure limites indiquées à l'article 5.4 du présent règlement.